

IMAGES TRANSMISES



Atelier « Prs sur le vif » de Limoges - Photo : Sylvie Texier

Produire du sens partagé

Nicolas Huguenin / Propos recueillis par Delphine Sicut

Nicolas Huguenin fonde en 1997 l'association Hors Cadre qu'il dirige. Spécialisé en développement de projets culturels participatifs à la charnière des mondes de l'éducation et du social, il met en œuvre, en relation étroite avec les acteurs de l'audiovisuel régional, le dispositif national d'éducation à l'image 'Passeurs d'images' pour le Nord-Pas-de-Calais. Après une vingtaine d'années, un nouveau projet, nommé « La République des images », émerge avec l'ambition « d'outiller les jeunes face au monde surmédiatisé dans lequel ils vivent ».

« Le citoyen, c'est la base de la société, sans citoyen, y a pas de société »,

Gabriel, 15 ans, Limoges².

Delphine Sicut – Comment est née La République des images ?

Nicolas Huguenin – Avec la commission citoyenneté des coordinations régionales du dispositif d'éducation à l'image 'Passeurs d'images', nous avons souhaité amplifier une dynamique d'éducation à la citoyenneté en plus de l'éducation à l'image. Face aux attentats, et suite aux manifestations monstres de janvier 2015, nous voulions agir. Notre objectif était de créer des contenus qui puissent être des contre-feux à ce qu'Internet diffuse de manière récurrente. Faire comprendre par exemple que les actes terroristes, mêmes terribles, mêmes croissants, sont des faits d'exception, qu'il faut éviter les amalgames. Plus les convictions sont ébranlées, plus on perd confiance en l'autre. Une société ne peut fonctionner sur la défiance. La République des images vient compléter le dispositif 'Passeurs d'images' auprès de publics déjà approchés mais sur des contenus pour lesquels il fallait un travail supplémentaire. Globalement, le parti pris de ce réseau est d'avoir

les jeunes aux manettes. On intervient majoritairement auprès des 13-17 ans en hors-temps scolaires. Le dispositif 'Passeurs d'images' touche principalement les publics des quartiers prioritaires dans le cadre de la politique de la ville. Des jeunes souvent impliqués, sincères, et qui ont des choses à dire.

La commission a réfléchi à une dynamique qui s'est décomposée en trois modules. L'ensemble de cette dynamique s'est intitulée « La République des images », qui bénéficie du soutien du Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET).

Dans le contexte si compliqué de la fusion des régions nous avons montré que nous étions en mesure de produire en réseau un cadre structurant. Malgré des temps difficiles, le CGET nous a soutenus dans une dynamique d'expérimentation en 2016.

Quels sont les contenus de ces modules ?

Le premier module, À notre image, est un module de production. Deux axes y sont mis en œuvre :

Pris sur le vif est un micro trottoir qualifié, permettant une première découverte du rapport commun à la citoyenneté. Cet atelier mené tambour battant en une journée en utilisant les ressources de l'éducation à l'image doit permettre d'ébranler les représentations. Celles des adultes interrogeant les jeunes considérés à tort comme peu au fait, comme celles des jeunes qui creusent les éléments d'une citoyenneté parfois mal problématisée ou appréhendent les valeurs de la République. Il est intéressant de mesurer que nous ne sommes pas tous au même degré de connaissance de cette problématique large.

« Un citoyen c'est quelqu'un qui habite en France, une personne... Comme un chien... c'est pas un citoyen ?... Si ?... Non ? »,

Lelia, 14 ans, Aubenas.

« La citoyenneté c'est respecter les lois, se respecter »,

Victor, 14 ans, Outreau.

« C'est vivre ensemble, c'est mettre en place des choses qui nous permettent de vivre ensemble en se respectant mutuellement »,

Michel, 60 ans, Limoges.

Portrait citoyen est un deuxième axe d'approfondissement. C'est le portrait fouillé d'une personnalité identifiée. On va filmer un acteur local reconnu pour sa démarche utile au cœur de la citoyenneté : un bénévole d'association d'entraide, un acteur de l'éducation populaire... L'important est de recueillir des témoignages qualifiés et de multiplier les regards sur les questions de citoyenneté. Cet entretien, mené par les jeunes, se fait en adaptant un questionnaire proposé par la commission citoyenneté. Cette connaissance ne doit pas revêtir la forme d'un cours magistral. Il s'agit d'éprouver soi-même la citoyenneté acquise d'un tiers, d'appréhender la citoyenneté dans une dimension plus active. Ce dispositif pousse les jeunes à mesurer les réponses, à s'adapter, à réfléchir, à intégrer. Notre objectif est de proposer une petite série thématique avec un générique commun.

Qu'en est-il du second module ?

Le deuxième module est un module de diffusion qualifiée qui n'est pas encore développé. Il s'agira notamment de débats organisés sur des sujets spécifiques liés à la citoyenneté. Dans les territoires, beaucoup d'initiatives visent à s'interroger sur ces enjeux. En territoires sociaux, les questions sur l'égalité et le traitement des inégalités font l'objet de beaucoup de demandes de structures qui travaillent avec des jeunes qui vont entrer dans une citoyenneté active via, notamment, le droit de vote.

Et le troisième module ?

C'est un module de formation qui va s'organiser sur les territoires en corollaire avec la formation « Valeurs de la République » que le gouvernement a mis en place depuis une petite année auprès d'animateurs et d'éducateurs pour que le discours sur le terrain soit plus qualifié. Il faut éclairer un certain nombre de jeunes, et faire un rappel du cadre légal. Il faut ponctuellement poser des jalons. La justice en est un. Quand la justice est passée, le citoyen n'aurait normalement pas à s'inquiéter. Il faut lutter contre ce

ressenti qu'elle ne fait pas son travail.

Les formateurs trouveront intérêt à notre travail car nous fournissons des ressources de terrain.

C'est pour faciliter ces réappropriations que nous récoltons les droits à images valables pour toute diffusion. C'est un processus lourd mais une coordination locale impliquée peut garantir cette condition.

Aujourd'hui, quels sont les territoires qui mettent en œuvre ce dispositif ?

Douze régions – selon l'ancien périmètre – ont expérimenté le dispositif en 2016. Les coordinations se sont investies et ont adapté le projet à leur territoire, à leurs acteurs locaux. On est moins sur une dimension purement artistique que sur les questions relatives à l'image, à ses contenus, à ses modes de construction et à ses effets sur ceux qui la fabriquent ou sur ceux qui la voient.

« Des gestes citoyens, c'est au travail d'essayer d'être le plus créatif possible, le plus imaginatif, un peu comme vous là avec ce que vous faites, aller à la rencontre de l'autre et essayer de créer des choses nouvelles, ne pas se contenter de répéter, de vouloir être violent et de dominer les autres »,

Laurent, 45 ans, Limoges.

Quelles sont les premières tendances des retours des expérimentations ?

Nous sommes aux prémices de la collecte mais on mesure par exemple que les jeunes sont un peu plus sensibles à l'égalité qu'à la liberté. La liberté apparaît moins forte car considérée comme acquise tandis que l'égalité réelle est à gagner. La fraternité, on en parle mais les jeunes sentent confusément que c'est plus idéaliste alors que l'égalité semble atteignable par des voies juridiques ou réglementaires.

« Pour moi l'égalité, pour l'instant c'est l'école, on y a tous accès mais on n'est pas tous égaux, certains sont plus délaissés que d'autres, ce qui n'est pas très égal »,

Emma, 16 ans, Saint-Égrève.

Comment voyez-vous la suite ?

Il y a eu une prise de conscience des enjeux, ce qui est très positif. Maintenant que nous travaillons sur les premiers bilans, nous espérons vivement une extension nationale du dispositif. Nous cherchons aussi des financeurs privés, comme des fondations sensibles ou impliquées sur le sujet, ainsi que des diffuseurs citoyens capables de donner du poids aux productions du réseau. Et puis, l'élection présidentielle fait évoluer la notion de citoyenneté, les logiques de citoyens. Voyez les primaires, celles des partis comme les primaires citoyennes. Ce sont des manifestations intéressantes. Ce bruissement est le signe d'une société qui vit et d'une nouvelle dynamique à conforter ou à co-construire. Nous ne sommes pas seuls.



1 www.passeursdimages.fr

2. Verbatim issu des premières expérimentations de La République des images